



**PRÉFET
DE LA MOSELLE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Secrétariat Général

**Direction de la Coordination
et de l'Appui Territorial**

ARRÊTÉ DCAT/ BEPE/ N°2020-

140

en date du 14 AOUT 2020

**mettant en demeure la société ELYSEE COSMETIQUES
de respecter les dispositions de l'article R.515-98 du Code de l'Environnement
pour ses installations situées à FOLKLING**

LE PREFET DE LA MOSELLE
CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE

VU le Livre V du Code de l'Environnement, en particulier les articles L.171-6 et L.171-8 et l'article R.515-98 ;

VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation des services de l'Etat dans les régions et les départements, notamment son article 45 ;

VU l'arrêté ministériel du 26 mai 2014 relatif à la prévention des accidents majeurs dans les installations classées mentionnées à la section 9, chapitre V, titre Ier du livre V du code de l'environnement ;

VU l'arrêté DCL n° 2019-A-49 du 30 décembre 2019 portant délégation de signature en faveur de Monsieur Olivier DELCAYROU, Secrétaire Général de la Préfecture de la Moselle ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2000-AG/2-159 du 22 mai 2000 autorisant la société ELYSEE COSMETIQUES à poursuivre l'exploitation d'une usine de fabrication de produits cosmétiques située sur le Technopôle de Forbach Sud à FOLKLING ;

VU l'avis du 08 février 2017 relatif au réexamen quinquennal des études de dangers des installations classées pour la protection de l'environnement de statut Seveso seuil haut ;

VU le rapport de l'Inspection des Installations Classées du 29 juillet 2020 ;

CONSIDÉRANT que l'étude de danger relative à l'établissement Elysée Cosmétiques à Folkling a été remise en préfecture de la Moselle le 6 mai 2014 ;

CONSIDÉRANT que l'article R.515-98 du Code de l'Environnement prévoit que « L'étude de dangers mentionnée à l'article R. 512-9 [...] fait l'objet d'un réexamen au moins tous les cinq ans et d'une mise à jour si nécessaire » ;

CONSIDÉRANT que l'étude de danger ayant été remise le 6 mai 2014, le délai de cinq ans est échu depuis le 6 mai 2019 ;

CONSIDÉRANT que lors de l'inspection du 17 juillet 2020, l'exploitant a indiqué ne pas être en mesure de présenter une notice de réexamen de son étude de danger ;

CONSIDÉRANT dès lors que la société ÉLYSÉE COSMÉTIQUES ne respecte pas les prescriptions de l'article R.515-98 du Code de l'Environnement ;

CONSIDÉRANT que ces manquements sont de nature à créer des risques pour les intérêts visés à l'article L.511-1 du Code de l'Environnement ;

CONSIDÉRANT que l'article L. 171-8 du Code de l'Environnement dispose que « indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine » ;

SUR proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de la Moselle ;

A R R E T E

Article 1^{er} : Champ de la mise en demeure

La société ÉLYSÉE COSMETIQUES, dont le siège social est situé : ZI Technopôle Sud – 57 600 FORBACH, est mise en demeure de respecter l'article R.515-98 du Code de l'Environnement sous 2 mois en réalisant un réexamen de l'étude de danger de son site.

Ce réexamen est réalisé conformément à l'avis du 08 février 2017 relatif au réexamen quinquennal des études de dangers des installations classées pour la protection de l'environnement de statut Seveso seuil haut, et prend la forme d'une notice de réexamen.

La notice de réexamen est complétée le cas échéant d'une mise à jour de l'étude de danger et dans ce cas, la notice décrit les modifications importantes apportées à l'occasion de la révision.

Article 2 :

Faute pour l'exploitant de se conformer aux dispositions de la présente mise en demeure, il peut être fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues à l'article L.171-8 du Code de l'Environnement.

Article 3

En vertu de l'article L171-11 du Code de l'Environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

« Elle peut être déférée au Tribunal Administratif de Strasbourg dans un délai de deux mois à partir de la notification ou de la publication de la décision attaquée. »

Les particuliers et les personnes morales de droit privé non chargées de la gestion d'un service public peuvent déposer leur recours par voie dématérialisée via l'application Télérecours depuis le site <http://www.telerecours.fr/>.

Article 4 :

Le Secrétaire Général de la Préfecture de la Moselle, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement chargé de l'inspection des installations classées, et tous agents de la force publique, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui est notifié à la société ELYSEE COSMETIQUES dont une copie est également transmise, pour information, à Madame le Sous-Préfet de FORBACH-BOULAY-MOSELLE et au maire de FOLKLING.

Fait à Metz, le

14 AOUT 2020

Le Préfet
Pour le Préfet
Le Secrétaire Général



Olivier DELCAYROU